

**RAPPORT N° 2023/7-14
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 07 décembre 2023**

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUVELLEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE DU PONT – ATTRIBUTION ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE DE TRAVAUX POUR LES LOTS 1 ET 2

Compétente en matière d'assainissement des eaux usées, la CINOR s'est engagée dans un vaste programme de réhabilitation de son réseau de collecte afin de pallier les désagréments d'infrastructures souvent vétustes d'une part et les adapter pour faire face à la croissance de la population d'autre part.

C'est ainsi que la Communauté a lancé le 11 août 2023 une procédure de mise en concurrence en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement des rues situées en rive droite de la rivière Saint-Denis (rue des Moulins, rue de la Boulangerie, rue de la République, rue de la Digue) et du poste de pompage PR Barachois.

Le système d'assainissement de cette zone est constitué actuellement d'environ 2 330 ml de collecteurs gravitaires qui assurent la collecte et le transit des eaux usées générées par les 898 abonnés raccordés au réseau d'assainissement EU collectif, soit 98 % des abonnés AEP.

Pour l'essentiel, ce réseau est constitué de conduites en PVC DN 200 dont certains tronçons sont en amiante ciment ou en béton.

Compte tenu de ces éléments, le programme des travaux a été établi comme suit :

- création d'un nouveau poste de refoulement avec une profondeur totale du poste de 7,49 m (côte haute du radier – 0,89 NGR) ;
- réalisation d'un local électrique et d'un local pour le groupe électrogène ;
- réalisation d'un local dégrilleur et d'un regard de dégrillage dont l'arrivée du fil d'eau est de 1,51 m NGR et la côte du fond de l'ouvrage de 1,01 m NGR ;
- pose sur terre-plein d'une cuve de traitement de l'H2S type Nutriox ou équivalent de 2,00 m de diamètre et de 2,70 m de hauteur ; une rétention qui fait office de double peau autour de la cuve de 2,12 m de diamètre et de 2,40 m de hauteur (poids de l'équipement : 13 tonnes) ; pose d'une unité de désodorisation et d'un ballon anti-bélier.
- création d'une aire de stationnement sur l'emprise de l'ancien PR ;
- pose d'un assainissement en tranchée sur une profondeur maximale de 2,50 m ;
- réalisation d'un soutènement provisoire côté RN, permettant la construction du PR.
- réfection de la voirie.

Au vu de la consistance de ces travaux dont le coût a été évalué à 3 386 852,50 € HT pour le lot 1 et à 625 864,50 € HT pour le lot 2, la consultation a été lancée selon la procédure adaptée (MAPA), conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

Pour plus d'efficacité, il a été décidé de scinder le marché en 2 lots séparés sur la base de la répartition suivante, étant précisé que le lot 1 comprend une Tranche Ferme et une Tranche Optionnelle et le lot 2 une Tranche Ferme et unique :

- Lot 1 : création d'un poste de refoulement (PR) ;
- Lot 2 : réhabilitation de réseaux EU existants.

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 28 septembre 2023 à 12 h 00 locale.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé comme suit :

- Lot 1 : 14 mois, y compris une période de préparation de 3 mois et une période de réalisation de 11 mois ;
- Lot 2 : 6 mois, y compris une période de préparation de 1 mois.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

Avant la date limite de remise des offres, 4 entreprises (ou groupement d'entreprises) ont remis des plis comprenant des offres de bases ou des offres en variante. Ainsi 6 offres ont été réceptionnées pour le lot 1. Pour le lot 2, 3 entreprises ont remis 1 offre.

Après ouverture des plis, les offres des candidats suivants ont été enregistrées :

- Pour le lot 1 :
 - o Groupement STEREAU (mandataire)/GTOI ;
 - o SBTPC SOGEA Réunion
 - o Groupement HYDROTECH (mandataire)/ROCS/ALTITUDE 80/CMR/COREM ;
 - o RAZEL BEC.
- Pour le lot 2 :
 - o SBTPC SOGEA RÉUNION;
 - o HYDROTECH ;
 - o RAZEL BEC.

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures de :

- Pour le lot n° 1 : groupement STEREAU (mandataire)/GTOI ; SBTPC SOGEA RÉUNION ; groupement HYDROTECH (mandataire)/ROCS/ALTITUDE 80/CMR/COREM ; RAZEL BEC.
- Pour le lot n° 2 : SBTPC SOGEA RÉUNION ; HYDROTECH ; RAZEL BEC.

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse des offres joint en annexe, établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (40 % pour le prix des prestations, 50 % pour la valeur technique de l'offre et 10 % pour la performance environnementale) le classement suivant des offres vous est proposé, sur la base des rapports d'analyse joints en annexe.

- Pour les offres classées premières :
 - o **Pour le lot n° 1 :**
 - SBTPC SOGEA RÉUNION (Offre variante n°1) pour un montant de 3 499 355.05 € HT
 - o **Pour le lot n° 2 :**
 - SBTPC SOGEA RÉUNION pour un montant de 646 788,60 € HT.

TOTAL lot 1 + lot 2 :	4 146 143.65 € HT
------------------------------	--------------------------

- Pour les offres classées secondes :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	SBTPC SOGEA RÉUNION (O. de Base)	3 547 215,21 €
2	HYDROTECH	623 998,80 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 (2nd rang)		4 171 214,01 €

Pour la part CINOR, les dépenses relatives à ce marché seront imputées sur le Budget Annexe - section investissement, chapitre 23.

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives des marchés de travaux pour les lots 1 (création d'un poste de refoulement) et 2 (réhabilitation de réseaux EU existants) de réhabilitation du système de collecte des eaux usées desservant le quartier du bas de la Rivière Saint-Denis pour la tranche 1 -création du poste de refoulement du Parc des Pins (Commune de Saint-Denis) et renouvellement des réseaux en aval de la rue du Pont ;

Procès de réception
 874249740119-20231207-BC20234-14-DE
 Date de télétransmission : 14/12/2023
 Date de réception préfecture : 14/12/2023

- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :
 - Pour le lot 1 : SBTPC SOGEA RÉUNION (Offre variante n°1) pour un montant de 3 499 355.05 € HT
 - Pour le lot 2 : SBTPC SOGEA RÉUNION pour un montant de 646 788,60 € HT.
- Autoriser Le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où ces entreprises attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1 et 2 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2023/7-14
du Bureau de la Communauté
en séance du 07 décembre 2023**

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – TRAVAUX DE REHABILITATION DU SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX USEES DESSERVANT LE QUARTIER DU BAS DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – TRANCHE 1 – CREATION DU POSTE DE REFOULEMENT DU BARACHOIS (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET RENOUELEMENT DES RESEAUX EN AVAL DE LA RUE DU PONT – ATTRIBUTION ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE DE TRAVAUX POUR LES LOTS 1 ET 2

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/7-14 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-14-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives des marchés de travaux pour les lots 1 (création d'un poste de refoulement) et 2 (réhabilitation de réseaux EU existants) de réhabilitation du système de collecte des eaux usées desservant le quartier du bas de la Rivière Saint-Denis pour la tranche 1 -création du poste de refoulement du Barachois (Commune de Saint-Denis) et renouvellement des réseaux en aval de la rue du Pont.

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse joint au présent rapport et attribue les marchés aux entreprises suivantes :

- o Pour le lot 1 : SBTPC SOGEA RÉUNION (Offre variante n°1) pour un montant de 3 499 355.05 € HT
- o Pour le lot 2 : SBTPC SOGEA RÉUNION pour un montant de 646 788,60 € HT.


ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où ces entreprises attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1 et 2 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 14 DEC 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20231207-BC2023-7-14-DE Date de télétransmission : 14/12/2023 Date de réception préfecture : 14/12/2023
--